

attaque limitée contre l'Iraq. Lorsqu'il a rencontré M. Bush à Kennebunkport, au Maine, le Premier ministre a manifesté son opposition à l'idée et a encouragé le président américain à agir par l'entremise des Nations Unies. Le Président a suivi son conseil, et les perspectives de paix et de sécurité au Moyen-Orient et dans le monde s'en trouvent aujourd'hui grandement améliorées.

Permettez-moi maintenant de vous parler de l'unité nationale. Je voudrais d'abord vous citer ces mots de Gordon Robertson, ex-greffier du Conseil privé et principal conseiller constitutionnel des premiers ministres Pearson et Trudeau. Selon M. Robertson :

«Bien des Canadiens anglophones n'ont pas compris l'importance de l'Accord du lac Meech pour le Québec. Ils ont été amenés à penser que l'Accord pourrait être rejeté sans que cela ne change rien à la situation.»

Personne à Terre-Neuve ne devrait avoir pensé cela. Pendant cette fatidique semaine de juin dernier, le Premier ministre du Canada, le Premier ministre de l'Ontario, le Premier ministre de la Saskatchewan et le Premier ministre du Nouveau-Brunswick se sont tous adressés à l'Assemblée législative pour expliquer clairement à quel point l'unité canadienne serait menacée si Terre-Neuve maintenait sa répudiation de l'Accord. Et nous voilà maintenant justement dans la situation qu'on avait prédite.

Comme le disait récemment Richard Cashin :

«Une fois l'Accord du lac Meech enterré, il n'y avait plus de doute que le Québec devrait réexaminer la question de la souveraineté.»

Et comme le déclarait récemment Fraser March :

«L'Accord du lac Meech nous aurait au moins donné 20 ans de discussions qui nous auraient gardés unis.»

Mais étant donné la situation, il reste maintenant peu de temps. Et un changement est requis. Selon les mots du leader libéral Jean Chrétien :

«Politiquement parlant..., le statu quo n'est plus la solution pour le Québec ni pour l'ensemble du Canada... Il est plus facile de rejeter les non-solutions -- l'indépendance et le statu quo -- que de définir exactement les réformes qui répondront aux besoins des Canadiens ainsi que les défis économiques, sociaux et culturels du monde moderne.»

Le leader du NPD, Audrey McLaughlin, disait à peu près la même chose l'an dernier :